

La Correspondance Economique

Sécurité et santé au travail en période de crise : "Nous devons investir dans la santé de la main-d'œuvre, maintenant", juge l'OIT

10/11/2009

Sécurité et santé au travail en période de crise : "Nous devons investir dans la santé de la main-d'œuvre, maintenant", juge l'OIT.

Venus de 60 pays, plus de 300 participants à la Conférence internationale de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'"Application au niveau mondial des normes de sécurité et de santé au travail" ont discuté la semaine dernière à Düsseldorf de l'impact possible de la crise mondiale de l'économie sur la santé et la sécurité au travail (SST). Dans un entretien réalisé par "BIT en ligne", le Dr Sameera AL-TUWAIJRI, directrice du programme Safework du BIT, tire quelques conclusions de cette réunion. Nous reproduisons ci-après cet entretien.

Comment la crise économique et de l'emploi se répercute-t-elle sur la sécurité et la santé au travail ?

Dr Sameera AL-TUWAIJRI : La crise financière est devenue un facteur de préoccupation pour la santé et la sécurité des travailleurs dans le monde entier. D'une part, les travailleurs doivent gérer la peur et le stress de perdre leur emploi. D'autre part, nous pouvons nous attendre à une réduction des ressources allouées à la santé et à la sécurité. Les agences de contrôle, les inspections du travail et les services de SST doivent aussi fonctionner avec des moyens limités. Il peut en résulter une hausse brutale des accidents du travail, des lésions et des décès et du stress liés au travail - bien que certains secteurs, en particulier ceux affectés par le chômage croissant comme le bâtiment, puissent actuellement connaître un recul des accidents comme le montre une étude pilote récente de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS).

Plusieurs participants à la conférence ont abordé l'impact de la crise et des restructurations sur la santé mentale des employés

Dr Sameera AL-TUWAIJRI : Les troubles mentaux sont en hausse. En Allemagne, par exemple, une préretraite sur trois est aujourd'hui fondée sur des motifs de troubles mentaux. Plus de 80 pour cent des médecins du travail interrogés au cours d'une enquête conduite par TUV SUD, une organisation allemande d'évaluation et d'inspection, ont déclaré que la fréquence des maladies mentales augmentait dans les entreprises qu'elles contrôlent. Nous savons tous que dans des cas extrêmes le stress peut même conduire au suicide. Après 24 suicides en 20 mois à France Telecom, le ministre français du Travail, Xavier DARCOS, a demandé à 2 500 entreprises de plus de 1 000 employés de préparer des programmes de prévention du stress au travail avant le 1er février 2010. Cette tendance résulte d'une surcharge d'informations, d'une intensification du travail et des contraintes de temps, d'une forte demande de mobilité et de flexibilité, du fait de rester constamment "joignable" avec les téléphones portables, BlackBerries et autres appareils - et enfin et surtout la crainte de perdre son emploi.

Les maladies et les lésions liées au travail ont un fort impact négatif sur les travailleurs. Mais l'ont-elles aussi sur l'économie ?

Dr Sameera AL-TUWAIJRI : Selon nos estimations, environ quatre pour cent du PNB (produit national brut) mondial annuel, soit 1,25 milliard de dollars, sont engloutis dans les coûts directs et indirects des accidents du travail et des maladies professionnelles, à savoir les heures de travail perdues, l'indemnisation des travailleurs, l'interruption de la production et les dépenses médicales. Même dans les pays industrialisés, le coût global des accidents du travail et des maladies professionnelles est toujours très élevé : dans l'Union européenne, il est estimé entre 2,6 à 3,8 pour cent du PNB. Mais l'absentéisme lié aux maladies et lésions liées au travail n'est que la partie émergée de l'iceberg. Une autre forme de perte est générée par le "présentéisme", un terme utilisé pour décrire le phénomène des employés malades qui font acte de présence au travail mais sans être en mesure d'assumer efficacement leur tâche en raison de leur maladie. Craignant pour leur poste, de nombreux employés n'osent plus prendre un congé maladie. Selon le Dr STEPKEN, président-directeur général de TUV SUD, les coûts engendrés par le présentéisme seraient trois fois plus élevés que ceux causés par l'absentéisme pour raisons de santé.

L'inspection du travail peut-elle jouer un rôle important dans la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ?

Dr Sameera AL-TUWAIJRI : Dans le monde, 120 000 inspecteurs du travail sont confrontés à des défis incommensurables : prévenir plus de 2 millions de maladies professionnelles et d'accidents du travail mortels chaque année et contribuer à la lutte contre le VIH/Sida, le travail des enfants et le travail forcé. Dans un récent rapport, l'OIT a fixé des "indicateurs raisonnables" relatifs au nombre d'inspecteurs du travail en fonction des effectifs de travailleurs (1 inspecteur pour 10 000 travailleurs dans les pays industrialisés à économie de marché et 1 pour 40 000 dans les pays moins développés), mais de nombreux pays ne réussissent toujours pas à atteindre ces objectifs. L'OIT plaide pour un système d'inspection du travail intégré (ILIS en anglais) pour incorporer les dimensions administrative, procédurale et technique dans une approche holistique, cohérente et flexible de l'inspection du travail : du niveau politique mondial jusqu'au niveau opérationnel de l'entreprise où la quantité et la qualité des inspections peuvent être considérablement améliorées. La pierre angulaire de ces réformes est la convention (n° 81) de l'OIT concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce. Avec 135 ratifications, c'est l'une des dix conventions de l'OIT les plus ratifiées à ce jour ; elle constitue un excellent guide au niveau international pour garantir l'entrée en vigueur des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs.

Quel est le message de l'OIT eu égard à la sécurité et à la santé au travail en temps de crise ?

Dr Sameera AL-TUWAIJRI : Premièrement, chacun a droit à un environnement de travail sûr et salubre. C'est ce que stipule l'Agenda de l'OIT pour le travail décent et ce en quoi nous

croyons profondément. C'est particulièrement vrai en temps de crise. Ce contexte ne doit pas être une excuse pour laisser se dégrader les conditions de travail, y compris les normes de santé et de sécurité au travail, mais une occasion de les promouvoir. Deuxièmement, la prévention est également bonne pour les affaires. A long terme, investir dans la santé physique et mentale du personnel est toujours payant : les entreprises économiseront davantage en réduisant la nécessité de maintenir les salaires pendant les arrêts maladie qu'elles ne dépenseront dans des mesures de SST. Selon une étude menée par PriceWaterhouseCooper (PWC), les entreprises ont un retour de trois pour un pour chaque dollar investi dans des mesures de prévention.

Si les entreprises procèdent aujourd'hui à des coupes dans la SST, elles en paieront le prix dans un avenir pas si lointain. Avec le vieillissement démographique, nous serons tous amenés à travailler plus longtemps et à veiller à ce que la santé de la main-d'œuvre le permette. Si nous échouons à investir dans des ressources humaines saines maintenant, nous n'aurons pas suffisamment de personnel en bonne santé dans le futur.